

A S S E M B L É E   N A T I O N A L E

X I V °   L É G I S L A T U R E

# Communication

## **Commission des affaires européennes**

**Mardi 16 juin 2015**  
18 heures

Communication de la présidente Danielle Auroi, de  
MM. Pierre Lequiller et Jérôme Lambert sur la réunion de la  
COSAC à Riga les 1<sup>er</sup> et 2 juin 2015





Commission des affaires européennes

**COMMUNICATION SUR LA CINQUANTE-  
TROISIEME COSAC (RIGA, 1<sup>ER</sup> ET 2 JUIN)**

de la Présidente Danielle Auroi, M. Jérôme Lambert et  
M. Pierre Lequiller

**Réunion de commission du 16 juin 2015**

**La Présidente Danielle Auroi**

La cinquantième-troisième COSAC s'est déroulée à Riga les 1<sup>er</sup> et 2 juin dernier.

Jérôme Lambert, Pierre Lequiller et moi-même y représentions notre commission.

\*

\* \*

Lors de cette réunion de la COSAC, **la question de la « liste russe » a fait irruption dans le débat.**

En effet, **plusieurs parlementaires européens et nationaux présents lors de la COSAC sont sur cette liste.** Je pense notamment à MM. M. Ramon Valcarcel Siso, vice-président du Parlement européen et Jerzy Buzek, président de la commission de l'industrie et ancien président du Parlement européen, et à Mme Agnieszka Pomaska, mon homologue de la Sejm Polonaise.

Une déclaration marquant l'inquiétude de la COSAC quant à cette décision et exprimant sa solidarité avec les personnes concernées a finalement été rédigée et adoptée à Riga.

Par ailleurs, j'ai noté que **la présidence lettonne a assez peu mis l'accent sur le Partenariat oriental** lors de cette session, réservant au contraire une part très importante de la contribution finale au voisinage méditerranéen.

Une matinée de débat a été entièrement consacrée **au contrôle des affaires européennes au sein des parlements nationaux**, et notamment à la question du **« carton vert »**.

Pour mémoire, plusieurs parlements nationaux défendent aujourd'hui l'idée d'un « *carton vert* » - reprenant la dénomination de « *carton jaune* » du contrôle de subsidiarité – qui permettrait à un nombre de parlements significatifs de proposer des amendements, de compléter « positivement » les textes européens, ou même de proposer des idées de textes.

J'ai été interpellée par la **position du Bundestag et de la Chambre des députés italienne, très réservés sur une telle proposition.**

Ainsi, M. Gunther Krichbaum, mon homologue du Bundestag, s'est dit « *un peu hésitant* » sur le carton vert, soulignant le paradoxe qu'il y aurait à donner un ersatz de droit d'initiative aux parlements nationaux, droit d'initiative dont ne dispose pas le Parlement européen lui-même.

M. Paolo Tancredi, vice-président de la chambre des députés italienne, a également posé la **question de la compatibilité de ce « carton vert » avec l'équilibre institutionnel de l'Union**, doutant également de la valeur ajoutée d'un tel instrument par rapport à ce qui se fait déjà.

Il a également insisté sur l'importance de ne pas définir des procédures qui seraient trop bureaucratiques, notamment en s'enferrant sur des questions de seuils et de délais. Sur ce dernier point, je suis pleinement en accord avec lui.

Les autres délégations se sont en revanche montrées très favorables au « *carton vert* ». **J'ai moi-même réaffirmé le soutien de notre chambre à cette initiative**, à condition qu'elle ne nécessite pas une modification des traités, ainsi que ma volonté de présenter prochainement une proposition de carton vert relative au devoir de vigilance.

**Pierre Lequiller**

Sur la question climatique, le Vice-président de la Commission européenne Maroš Šefčovič a insisté sur la nécessité d'obtenir un accord « *ambitieux et*

*contraignant* » lors de la COP 21, la qualifiant « *d'opportunité historique* » et reprenant la formule du Secrétaire général de l'ONU à ce propos : « *il n'y a pas de plan B, parce qu'il n'y a pas de planète B* ».

Il a réaffirmé la nécessité de mettre les cinq dimensions de l'Union de l'énergie sur un pied d'égalité - qui sont (1) la sécurité énergétique ; (2) le marché intérieur de l'énergie ; (3) l'efficacité énergétique ; (4) la décarbonisation ; (5) la recherche et l'innovation.

M. Petr Hlobil, le président de « Green 10 », la coalition des dix plus grosses ONG environnementales au niveau européen, a rejoint le Vice-président Šefčovič sur un point en particulier : il existe aujourd'hui des financements européens disponibles pour des projets innovants en matière énergétique. Ainsi, le plan Juncker devrait financer des projets relatifs à l'efficacité énergétique, mais peu d'États membres ont proposé de tels projets !

M. Jerzy Buzek, président polonais de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie, a qualifié la mutualisation des achats de « *défi nécessaire mais complexe* », soulignant qu'une telle mutualisation ne devrait pas favoriser ou défavoriser certains fournisseurs plutôt que d'autres. L'ouverture du marché américain du GNL (gaz naturel liquide) a également été évoquée : la mutualisation de l'approvisionnement dans ce cas spécifique pourrait être une piste de réflexion.

### Jérôme Lambert

Les interventions de la commissaire Cecilia Malström et du rapporteur au Parlement européen sur le TTIP, Artis Pabriks, ont provoqué des débats houleux sur la **politique commerciale européenne**, qui présagent des discussions que nous aurons demain en salle Lamartine.

Le développement durable sera le principal sujet de discussion du futur round de négociation, et les négociations politiques devraient pouvoir commencer en octobre.

Deux points font l'objet d'un blocage particulièrement important du côté américain : les **indications géographiques** et les **marchés publics**. La commissaire a rejeté l'idée émise par la délégation luxembourgeoise d'un accord en deux temps, soulignant la nécessité d'un accord global.

Les débats ont principalement porté sur le mécanisme de règlement des différends entre les États et les investisseurs (ISDS) prévu par le TTIP et par le

CETA, et sur le respect des préférences collectives des européens. Même certaines délégations traditionnellement attachées à cet accord, comme la Suède, ont insisté sur ce dernier point.

Pour ma part, j'ai rappelé que, alors que l'étude d'impact de la Commission européenne nous promet plus de croissance et des millions d'emplois, **une autre étude de l'Université américaine de Tufts montre que le TTIP entraînerait, au contraire, une baisse du PIB européen, la destruction de 600 000 emplois et une diminution de la part des salaires dans la valeur ajoutée.**

Nous aurons l'occasion d'évoquer à nouveau toutes ces questions demain.